Étienne OLLION, Raison d'État. Histoire de la lutte contre les sectes en France

Paris, La Découverte, 2017, 271 p.

Vincenzo Pace

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/assr/34109>

DOI : 10.4000/assr.34109

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 413-415

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Vincenzo Pace, « Étienne OLLION, Raison d'État. Histoire de la lutte contre les sectes en France », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 180 | octobre-décembre 2017, mis en ligne le 01 décembre 2017, consulté le 22 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/34109> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.34109>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Étienne OLLION, Raison d'État. Histoire de la lutte contre les sectes en France

Paris, La Découverte, 2017, 271 p.

Vincenzo Pace

RÉFÉRENCE

Étienne OLLION, Raison d'État. Histoire de la lutte contre les sectes en France, Paris, La Découverte, 2017, 271 p.

- 1 Par rapport à d'autres pays de l'Union européenne et aux États-Unis, la France constitue une exception en ce qui concerne les politiques de « surveillance et punition » qui visent le phénomène des sectes. C'est sur les raisons de cette singularité qu'Étienne Ollion, chercheur au CNRS à l'Université de Strasbourg, s'est interrogé pour nous donner, dans son livre *Raison d'état*, une réponse bien documentée et convaincante. Ses recherches ont jusqu'ici essentiellement concerné le domaine de la sociologie politique. Je ne rappelle à cet effet que son importante enquête sur la professionnalisation de la politique en France, menée avec Boelaert et Michon (*Métier : député. Enquête sur la professionnalisation de la politique en France*, Paris, 2017).
- 2 Ollion s'attaque donc au thème des sectes, non pas tant pour en décrire la complexe et multiforme morphologie socioreligieuse que pour reconstruire les politiques que les gouvernements français ont élaborées pour les contrôler, de la seconde moitié des années 1970 jusqu'aujourd'hui. En paraphrasant Mary Douglas, ce livre ne nous raconte pas ce que sont les sectes, mais *ce qu'en pensent les institutions*, et dans notre cas les institutions de l'État quand elles élaborent des politiques qui cherchent à les contraster et à surveiller leurs activités. La thèse que l'auteur entend en effet démontrer est la suivante : pour comprendre l'importance du phénomène des sectes, il n'est pas suffisant de reconstruire la dimension *religieuse du conflit* qu'il implique, mais il faut

déplacer « son attention » sur le versant politique : comment l'État français s'est positionné face au phénomène, l'a classé et par conséquent a transformé un fait social en une « question d'ordre public », c'est-à-dire une manière différente de croire en un véritable crime. Une approche de ce type avait déjà été tentée : il y a quelques années par Roland Campiche dans son livre *Quand les sectes affolent. Ordre du Temple Solaire, médias et fin du millénaire* (Genève, 1995), écrit au lendemain du suicide collectif de l'Ordre du Temple Solaire qui eut lieu en Suisse en 1994, et par Danièle Hervieu-Léger dans *La religion en miettes, ou la question des sectes* (Paris, 2001).

- 3 Ollion a pour sa part conduit une recherche ethnographique (dont il explique le dessein dans les 20 pages très denses de l'Annexe), de 2002 à 2017, sur ce qu'il définit lui-même comme un « terrain clivé », sur les principaux acteurs sociaux (surtout les associations antisectes les plus influentes en France) et sur les acteurs politiques, les principaux protagonistes de la controverse sur les sectes. Un « terrain clivé » est pour le chercheur un terrain... glissant. Il a souvent la sensation d'être tiré par la manche d'un côté ou de l'autre : par les mouvements antisectes et par les organisations religieuses classées dans cette catégorie. On lui demande de prendre position et s'il ne le fait pas ou s'il tente de dire que tel groupe religieux n'est pas une secte, défendant ainsi le principe de la liberté religieuse dans les limites et le respect des lois d'un État, il peut être accusé de fomenter une secte. C'est une expérience que j'ai souvent vécue en Italie, où par rapport à la France le thème des sectes, tout en demeurant l'objet d'alarmes dans les médias ou les groupes catégoriquement antisectes nés dans les milieux catholiques traditionalistes, n'a jamais été inscrit dans l'agenda politique.
- 4 Le livre se compose de deux parties, précédées d'une introduction dans laquelle l'auteur explique son approche et dégage les principaux points de sa thèse. Les sectes sont considérées comme un danger par l'État, selon Ollion, non pas tant parce qu'elles menacent les frontières religieuses traditionnelles, que parce qu'elles remettent en question et enfreignent l'ordre social réglementé par les normes de l'État dans des domaines stratégiques comme l'école, la santé et la vie publique en général. Ce qui dérange la logique de la « Raison d'État », c'est qu'un groupe de croyants puisse former une micro-communauté fermée au sein de laquelle se faire soigner et éduquer les enfants selon leurs propres schémas pédagogiques, échappant à tout contrôle.
- 5 Dans la première partie, Ollion reconstruit la genèse de la question des sectes en 1975, la formation des premières associations antisectes, comme l'ADFI (Association pour la défense des familles et de l'individu), l'influence des théories de la manipulation mentale en provenance des États-Unis avec la naissance du Centre d'étude, d'action et d'information contre les manipulations mentales (CCMM) et le premier compte-rendu parlementaire de 1983 sur les sectes. Mais ce ne sera qu'avec le suicide collectif de l'OTS en 1994 (auquel succéderont ceux de 1995 et 1997) que l'on assiste à une politisation grandissante de ce sujet. Et bien évidemment pas seulement en France. Mais c'est toutefois en France que la politique va investir un nombre croissant d'énergies pour traiter le sujet en créant un observatoire permanent au sein du Ministère et des commissions parlementaires qui produiront des rapports et des listes de sectes plus ou moins dangereuses (aux contours ni clairs ni évidents comme le feront bien souvent remarquer Françoise Champion, Martine Cohen et Nathalie Luca) pour déboucher, en 2001, sur la première loi de protection des personnes vulnérables à la propagande et au prosélytisme sectaire. Il s'agit d'une partie que l'auteur analyse avec de nombreux détails et documents afin de montrer comment, dans le feu de la bataille contre les

sectes, l'État français a tenté d'affirmer son pouvoir symbolique (dans le sens de Bourdieu auquel l'auteur fait explicitement référence).

- 6 Dans la deuxième partie de son travail, l'auteur décrit amplement comment cette question est devenue aussi une *affaire* internationale, jusqu'à travers un incident diplomatique avec les États-Unis qui ont critiqué la politique persécutoire contre certaines organisations religieuses (telle Scientologie, par exemple). Pour finir, l'auteur nous montre comment, après l'adoption de la loi de 2001, le thème a perdu peu à peu de sa force : l'attention de la politique s'est déplacée vers les programmes de formation des enseignants et des fonctionnaires qui travaillent dans les services sociaux ; les financements alloués aux principales associations ont diminué et les médias en ont toujours moins parlé au fur et à mesure de la montée du phénomène du terrorisme de matrice islamique. Si les sectes ne semblent plus être une source de préoccupations, on tend toutefois à considérer les groupes djihadistes comme l'expression d'un certain sectarisme. Une fois redimensionné le thème des sectes, il en reste l'obsession. Voilà donc ce que nous dit Ollion.
- 7 Pour quelqu'un qui comme moi n'est pas Français mais peut compter sur une longue fréquentation de la France, la question des sectes aborde cependant un thème beaucoup plus vaste : le destin d'un modèle de laïcité, presque unique en Europe, et les problèmes que ce modèle doit affronter quand une société, comme la société française, est caractérisée par une double contingence historique. D'un côté, les effets sur la longue durée de la sécularisation, c'est-à-dire la liberté de l'individu de croire ou de ne pas croire et, de l'autre, une diversité religieuse élevée et inédite, résultat notamment des flux migratoires. La lutte contre les sectes dont Ollion nous raconte toute la parabole se place tout naturellement entre la décision politique d'interdire l'ostentation des symboles religieux dans les espaces publics et la tentative, durant la présidence de Sarkozy, de *confessionnaliser* l'islam de France. La laïcité de l'État dans tous ces cas a montré ses propres limites et paradoxes. Ce sont les sociologues Raphaël Liogier et surtout Jean Baubérot (qui a consacré une grande partie de ses recherches au thème de la laïcité et que curieusement Ollion ne cite pas dans la bibliographie) qui l'ont souvent observé. En voulant réaffirmer la neutralité de l'État vis-à-vis de la religion, considérée comme une affaire essentiellement d'ordre privé et qui ne doit avoir aucune influence sur la sphère publique, l'État a dû *aborder le fond* de la question religieuse (de la définition encore floue de ce qu'est une secte au classement des symboles religieux qui peuvent être exhibés). La raison de l'État laïc semblerait être remise en question, et pas seulement celle des sectes.